Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 69 (1977)
Heft: 2

Artikel: L'éternel chantage à la "surpopulation étrangère"
Autor: Aeschbach, Karl
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-385859

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'éternel chantage à la «surpopulation étrangère»

Par Karl Aeschbach, FOBB, Zurich

Une fois de plus – la dernière, espérons-le – nous sommes appelés aux urnes pour donner notre avis sur le problème de la «surpopulation étrangère». Pas moins de trois initiatives sont soumises au peuple le 13 mars. En les examinant de près, on constate cependant qu'elles sont toutes de la même farine et que les étrangers sont de nouveau les boucs émissaires. Chacun sait pourtant que les chefs d'entreprise et nos autorités sont responsables de l'immigration massive de travailleurs étrangers en Suisse. Les travailleurs étrangers ne sont pas les coupables, mais les victimes de cette politique menée durant vingt ans. Depuis 1973, 230 000 d'entre eux ont dû quitter la Suisse avec quelques dizaines de milliers de leurs proches. Le 13 mars, les travailleurs suisses doivent choisir entre une protection illusoire de la Suisse, qui ne résiste pas à un examen approfondi, et une politique syndicale réaliste visant à assurer le plein emploi à un niveau judicieux à long terme, ainsi qu'à maintenir et à développer la sécurité sociale.

Comment conserver une Suisse digne d'être protégée?

Nous voudrions tous protéger ce que nous avons acquis et ce que nous aimons: notre pays et ses paysages, notre bien-être, nos coutumes, notre travail et nos institutions de prévoyance pour les mauvais jours et la vieillesse. Le démagogue James Schwarzenbach fait appel à ces sentiments quand il intitule sa 4e initiative «pour la protection de la Suisse» et quand il donne la priorité absolue aux Suisses en cas de licenciements par suite de rationalisation. Mais pourrait-il tenir ses promesses?

Il est permis d'en douter. Car ce ne sont pas les étrangers qui ont porté atteinte à la beauté de nos *paysages*, mais le capital, transformé en béton, qui a livré notre territoire à la spéculation. Nos *coutumes* ne sont pas menacées par les étrangers qui vivent aujourd'hui chez nous, dont les deux tiers sont ici depuis plus de dix ans et dont un tiers ont des enfants élevés chez nous, qui parlent notre langue et vivent comme nous. Par contre, notre caractère national serait menacé par la nouvelle initiative Schwarzenbach qui veut fournir à l'économie un nombre illimité de saisonniers et de frontaliers. L'initiative ouvre la porte toute grande aux pires abus, ceux que nous avons hélas connus au début de l'immigration massive.

Et finalement les *postes de travail* ne seront pas plus sûrs si nous renvoyons à la hâte un nombre encore plus grand d'étrangers, car

la Suisse perdrait aussi des consommateurs et des contribuables. La crise s'en trouverait accentuée, voire prolongée. Même la priorité absolue accordée aux Suisses en cas de licenciements et de rationalisation se révèle une promesse irréalisable. En pratique, une prescription aussi rigide aurait l'effet suivant: les chefs d'entreprise n'engageraient plus des Suisses relativement âgés ou qui ne seraient pas entièrement efficaces. Cette protection apparente conduirait par conséquent à une discrimination des plus faibles sur le marché du travail.
Il existe suffisamment de prescriptions raisonnables dont le but est de protéger les travailleurs suisses. Elles ont l'avantage de pouvoir être appliquées en tenant compte, dans chaque cas, des aspects humains et sociaux. Dans la mesure où cette initiative va au-delà des prescriptions actuellement en vigueur elle est non seulement inapplicable, mais elle nuit finalement aux Suisses.

Les véritables conséquences de l'initiative

Si nous voulons donc protéger tout ce que nous aimons, nous ne pouvons pas le faire en approuvant une initiative réactionnaire, contraire aux intérêts des travailleurs. Les conséquences réelles de la 4e initiative apparaissent rapidement:

- Le *nombre d'étrangers augmenterait* puisque les saisonniers et les frontaliers ne seraient pas touchés par les restrictions.
- La *position sociale des travailleurs serait ébranlée*, car le prolétariat étranger, privé de tout droit, serait exploité plus facilement.
- Les *riches seraient privilégiés* puisque leurs besoins de main-d'œuvre seraient couverts. Le personnel étranger serait en effet aussi accordé de préférence pour le «service de maison», comme s'il s'agissait d'un «service important à la communauté».
- L'*emprise étrangère serait aggravée,* car des travailleurs occupés chez nous depuis des années devraient être chassés et laisseraient la place à des saisonniers ne connaissant en rien notre pays.

Notre solution de rechange: une Suisse sociale

Les buts des syndicats suisses sont clairs et simples. Nous pouvons les présenter ouvertement, honnêtement. Ils sont moins spectaculaires et moins démagogiques que ceux des partis nationalistes, mais ils sont plus réalistes, plus concrets et réalisables. Ce que nous voulons, en premier lieu, c'est *revenir au plein emploi,* pas à la surchauffe économique, mais à un plein emploi correspondant aux possibilités à long terme de notre pays et permettant d'éviter de nouvelles crises. Nous voulons aussi *améliorer la sécurité des travailleurs* – d'une part en renouvelant et en perfectionnant les nom-

breuses conventions collectives, d'autre part en défendant et en poursuivant le développement des diverses institutions de prévoyance. Nous luttons enfin contre la démolition sociale pratiquée par les chefs d'entreprise et la bourgeoisie au niveau des salaires, des impôts et des prestations sociales, en lui opposant une âpre résistance sur le plan contractuel et politique.
Bref: Nous luttons pour une Suisse sociale, dans laquelle les vrais problèmes prioritaires des travailleurs trouvent une solution. Ce faisant, nous sauvegardons les valeurs que nous considérons tous comme dignes d'être protégées. Ce n'est pas en haïssant les étrangers que nous atteindrons ce but, mais en ayant confiance dans nos propres forces.